



Fédération des associations
de familles monoparentales et recomposées du Québec

**Fédération des associations
de familles monoparentales
et recomposées du Québec**

584, rue Guizot Est
Montréal (Québec), H2P 1N3

Téléphone : (514) 729-6666

Télécopieur : (514) 729-6746

www.fafmrq.org

fafmrq.info@videotron.ca

Projet de règlement sur l'aide aux personnes et aux familles :
Une occasion manquée de mettre fin au détournement des
pensions alimentaires pour enfants !

Avis présenté à la :
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Madame Julie Boulet

Février 2011

La Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ)

Notre Fédération existe depuis 1974. Si à l'origine elle fut mise sur pied pour regrouper les familles monoparentales, depuis 1995, elle intègre aussi dans ses rangs les familles recomposées. Aujourd'hui, la FAFMRQ regroupe une cinquantaine d'associations membres à travers le Québec. Au fil des ans, la Fédération a mené des actions importantes visant le mieux-être des familles monoparentales et recomposées. Parmi les dossiers sur lesquels la FAFMRQ s'est penchée activement, on retrouve notamment la lutte à la pauvreté, la reconnaissance et le financement des organismes communautaires Famille, les mesures de soutien à la famille, la médiation familiale et le traitement des pensions alimentaires pour enfant.

Depuis plusieurs années, la Fédération participe activement aux travaux du *Collectif pour un Québec sans pauvreté* et fut parmi les groupes ayant contribué, en 2002, à l'adoption de la *Loi 112 – Loi visant à contrer la pauvreté et l'exclusion sociale*. De plus, la Fédération lutte, par le biais de diverses actions, afin d'assurer une meilleure accessibilité financière aux études pour les responsables de famille monoparentale.

En septembre 2004, la FAFMRQ avait déposé un mémoire devant la commission chargée d'étudier le projet de loi 57 – *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*. À l'instar de nombreux autres groupes, la Fédération avait recommandé le retrait pur et simple du projet de loi, jugeant que celui-ci constituait un net recul en ramenant, à plusieurs égards, le droit à l'aide sociale à ce qui existait avant 1969, soit à l'époque des régimes catégoriels et d'une aide au mérite. Dans son mémoire, la FAFMRQ demandait également l'exemption totale de la pension alimentaire pour un enfant du revenu considéré pour le calcul de la prestation ainsi que la mise en place de mesures concrètes et adaptées aux besoins particuliers des responsables de famille monoparentales leur permettant un meilleur accès aux études.

Depuis septembre 2007, la Fédération siège au sein de la Coalition pour l'arrêt du détournement des pensions alimentaires pour enfants et revendique l'exemption complète des pensions alimentaires pour enfants dans quatre programmes gouvernementaux : l'aide sociale, l'aide financière aux études, les programmes d'aide au logement et l'aide juridique.

Par ailleurs, la FAFMRQ a développé un point de vue critique relativement à la prolifération des programmes de prévention précoce. En effet, la Fédération, ainsi que plusieurs partenaires issus du milieu de la recherche et du milieu communautaire, questionnent ce genre d'approche qui vise à intervenir de plus en plus tôt auprès des enfants en situation de vulnérabilité, sans toutefois remettre en cause les inégalités sociales. C'est notamment dans cette perspective que nous avons présenté un mémoire dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 7 – *Loi instituant le fonds pour le développement des jeunes enfants*, dans lequel nous dénonçons le recours aux partenariats publics/privés dans le domaine des politiques sociales.

Plus récemment, la Fédération s'est impliquée, à titre d'intervenante, dans une cause visant un meilleur encadrement juridique des conjoints de fait. Nous croyons en effet que les enfants nés hors mariage, qui représentent pourtant 60 % des enfants du Québec, sont discriminés par rapport aux enfants nés de parents mariés et qu'il est temps de modifier le *Code civil du Québec* afin de remédier à cette iniquité.

La FAFMRQ a participé, et participe encore activement, à des partenariats de recherche, dont celui du *Centre de recherche sur l'adaptation des jeunes et des familles à risque* (JEFAR) de l'Université Laval et le partenariat *Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles de l'Institut national de recherche – Urbanisation, Culture et Société*.

Commentaires généraux

Les sujets abordés dans le présent *Avis* débordent du contexte des modifications proposées dans le Projet de règlement publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 5 janvier 2011. En effet, bien que nous y aborderons, en premier lieu, le traitement des pensions alimentaires pour enfants (paragraphe 21 de l'article 111 du Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles), la FAFMRQ aimerait également profiter de l'occasion pour attirer l'attention de la Ministre sur les articles 68 à 72 du Règlement qui concernent les ajustements pour enfants à charge. Comme nous allons le démontrer, les familles prestataires de la sécurité du revenu qui ont des enfants en garde partagée subissent des pertes financières importantes, simplement parce que le mode de versement du Soutien aux enfants a changé depuis juillet 2007. Or, ces mêmes familles sont sur le point de subir des pertes additionnelles puisque, à compter du 1^{er} juillet 2011, le partage des versements de la Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE) entre les parents sera étalé sur 12 mois plutôt que sur six, comme c'est présentement le cas.

Les pensions alimentaires pour enfants

Au moment de la sortie du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015, la Fédération, aux côtés des autres membres de la Coalition pour l'arrêt du détournement des pensions alimentaires pour enfants¹, avait salué l'annonce d'une bonification de l'exemption des pensions alimentaires pour enfants à l'aide sociale et aux prêts et bourses. Ainsi, à compter du 1^{er} avril 2011, en plus de bénéficier de l'exemption actuelle de 100 \$ de pension alimentaire, les ménages prestataires de l'aide sociale qui reçoivent une pension alimentaire pour enfant pourront bénéficier d'une exemption additionnelle de 100 \$ par enfant. Pour l'aide financière aux études, la bonification devrait entrer en vigueur à compter d'août 2011, soit au début de l'année scolaire 2011-2012.

Bien sûr, pour les familles monoparentales qui ont plus d'un enfant, il s'agit d'une avancée puisqu'elles verront leurs revenus s'améliorer sensiblement grâce à cette exemption supplémentaire. Cependant, pour les familles qui n'ont qu'un seul enfant (ce qui représente la grande majorité des familles prestataires de l'aide sociale ou des prêts et bourses), la situation demeurera inchangée. En effet, le Plan d'action gouvernemental parle d'environ 5 700 familles qui pourraient être touchées par cette mesure à l'aide sociale. Si on considère qu'il y avait plus de 11 500 familles assistées sociales, en 2009-2010, qui déclaraient recevoir une pension alimentaire pour enfant, on se rend vite compte que seulement la moitié de ces familles verra sa situation s'améliorer suite à la bonification.

Pour ce qui est des prestataires du régime de prêts et bourses, on peut facilement déduire qu'une majorité d'étudiant(e)s monoparental(e)s n'ont pas encore eu le temps d'avoir un deuxième ou un troisième enfant... D'autre part, si on prend le cas d'une pension alimentaire totale de 200 \$ par mois pour une famille de trois enfants, peu importe que l'exemption soit de 100 \$ par enfant, cette famille n'aura pas pour autant 300 \$ de plus dans ses poches.

Bref, la bonification constitue une avancée certes, mais il n'en demeure pas moins que, pour une famille d'un enfant qui reçoit une pension alimentaire de 400 \$, ce sont encore 300 \$ par mois qui iront grossir les coffres de l'État. Rappelons que les pensions alimentaires pour enfants sont

¹ Les membres de la Coalition sont : Association Cigogne, Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ), Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ), L'R des centres de femmes du Québec, ainsi que les membres du Comité des pensions alimentaires du Grand Châteauguay : Centre communautaire de Châteauguay, Centre de Femmes La Marg'Elle, Centre de femmes l'Éclaircie, La Re-Source, Re-Nou-Vie, Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales (RIAPAS).

également considérées comme un revenu dans deux autres programmes : à l'aide au logement et à l'aide juridique. Or, la bonification, en plus de ne toucher que les familles qui ont deux enfants et plus, ne touche que deux programmes au lieu de quatre.

Finalement, la question de base demeure la même : le fait de considérer les pensions alimentaires pour enfant comme un revenu dans les programmes gouvernementaux constitue un détournement pur et simple de ces montants et il est totalement inadmissible que le gouvernement continue à faire des économies sur le dos des familles les plus pauvres !

La FAFMRQ recommande donc que le gouvernement du Québec fasse un pas de plus dans la bonne direction et procède immédiatement à l'exemption complète des pensions alimentaires pour enfants à l'aide sociale, aux prêts et bourses, dans les programmes d'aide au logement et à l'aide juridique.

Des pertes importantes pour les familles qui ont des enfants en garde partagée

Il semble que le traitement des pensions alimentaires pour enfants ne soit pas le seul moyen qu'ait trouvé le gouvernement de réaliser des économies sur le dos des plus pauvres. En effet, la FAFMRQ a également constaté des problèmes dans la façon de calculer les ajustements pour enfants à charge (articles 68 à 80 du Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles) pour les familles qui ont des enfants en garde partagée.

Soutien aux enfants – Avant le 1^{er} janvier 2007, le *Soutien aux enfants* était versé en alternance aux deux parents qui avaient des enfants en garde partagée. Un parent à l'aide sociale recevait donc des ajustements pour enfants à charge pendant la période où c'est l'autre parent qui recevait le soutien aux enfants (voir articles 68 et 69 du Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles) et ne recevait aucun ajustement de prestations pendant les 6 mois où il recevait le soutien aux enfants.

Depuis le 1^{er} janvier 2007, la Régie des rentes du Québec verse le *Soutien aux enfants* à tous les mois aux parents en garde partagée. L'aide sociale, pour sa part, déduit le montant de soutien aux enfants de la somme des ajustements prévus aux articles 68 et 69 du *Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles* (article 72 du Règlement). Or, cette modalité de versement du Soutien aux enfants engendre des pertes de revenus pour les responsables de famille monoparentale qui ont des enfants en garde partagée.

Situation avant juillet 2007 :

Soutien aux enfants sur 6 mois

(exemple d'une famille avec un enfant en garde partagée)

Soutien aux enfants	248 \$ x 6 mois =	1488 \$
Ajustement pour enfants à charge	152 \$ x 6 mois =	912 \$
Total annuel		2400 \$

Situation actuelle :

Soutien aux enfants sur 12 mois

(exemple d'une famille avec un enfant en garde partagée)

Soutien aux enfants	124 \$ x 12 mois =	1488 \$
Ajustement pour enfants à charge (152 \$ - 124 \$ = 28 \$)	28 \$ x 12 mois =	336 \$
Total annuel		1824 \$

Donc un manque à gagner de **576 \$**

Au moment de la modification du mode de versement du Soutien aux enfants, la Fédération avait porté ce problème à l'attention du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ce dernier avait alors accordé un ajustement financier aux familles visées, mais pour une année seulement. Depuis, aucun correctif n'a été apporté à la situation.

Prestation fiscale canadienne pour enfants – Or, non seulement le mode de versement du Soutien aux enfants (sur 12 mois plutôt que sur 6 mois) a-t-il entraîné des pertes de revenus pour les ménages prestataires qui ont des enfants en garde partagée, voici que le même sort pourrait être réservé à ces ménages en juillet prochain alors que le versement de la Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE) (allocation familiale fédérale) sera lui aussi échelonné sur 12 mois plutôt que sur 6 mois. En effet, actuellement, les ménages qui ont des enfants en garde partagée reçoivent un ajustement de 107,75 \$ par mois (selon l'article 70 du Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles) pendant les 6 mois où ils ne reçoivent pas la PFCE. Or, comme le démontre l'exemple ci-dessous, si le versement de cette prestation est étalé sur 12 mois, ils auront un manque à gagner de 397 \$ par an.

Situation actuelle :

Prestation fiscale canadienne pour enfants sur 6 mois

(exemple d'une famille avec un enfant en garde partagée)

PFCE	174 \$ x 6 mois =	1044 \$
Ajustement pour enfants à charge	107,75 x 6 mois =	646 \$
Total annuel		1690 \$

Situation à compter de juillet 2011 :

Prestation fiscale canadienne pour enfants sur 12 mois

(exemple d'une famille avec un enfant en garde partagée)

PFCE	87 \$ x 12 mois =	1044 \$
Ajustement pour enfants à charge	20,75 \$ x 12 mois =	249 \$
Total annuel		1293 \$

Donc un manque à gagner anticipé de **397 \$**

La FAFMRQ recommande donc qu'un montant de prestation additionnel soit versé aux familles prestataires de l'aide sociale qui ont des enfants en garde partagée, de façon à compenser la perte de revenu occasionnée par les changements dans les modes de versement du Soutien aux enfants et de la Prestation fiscale canadienne pour enfants.

Conclusion

La FAFMRQ est d'avis que les politiques néolibérales, actuellement mises de l'avant par le gouvernement du Québec, sont un frein important à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes. La privatisation grandissante et la tarification des services publics (notamment en santé et en éducation) en sont des exemples désolants ! Les écarts grandissants entre les riches et les pauvres témoignent également des reculs importants que connaît la société québécoise. Si par le ciblage des populations « à risque », notamment les enfants qui vivent au sein d'une famille monoparentale à faible revenu, on cherche à endiguer les coûts économiques et sociaux de la pauvreté, ne serait-il pas plus simple de leur permettre l'accès à des revenus qui leur permettent de manger sainement et des logements sociaux salubres et bien chauffés ? Accorder l'exemption complète des pensions alimentaires pour enfants dans les programmes sociaux serait un excellent moyen de s'approcher de cet objectif !